



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS DANGEREUX SUR LES SITES DE L'ONF ET SES FILIALES ONF VEGETIS ET ONF ENERGIE

MARCHE N° 2025-9280-004

Objet de la consultation

La présente consultation porte sur la collecte et le traitement de déchets dangereux et sur la collecte de dépôts sauvages de déchets mixtes non amiantés en forêt sur les sites de l'ONF et de ses filiales ONF VEGETIS et ONF ENERGIE.

Identification des pouvoirs adjudicateurs

OFFICE NATIONAL DES FORETS
2bis, avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

ONF VEGETIS
27 Chemin des Mazes
ZAC des Hauteurs du Loing
77140 Nemours

ONF Energie
2bis, avenue du Général Leclerc
94700 Maisons-Alfort

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire du marché est Madame Valérie METRICH-HECQUET, Directrice générale de l'Office national des forêts en qualité de coordinatrice du groupement de commandes.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	4
1.4.	COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2	CADRE DU MARCHÉ	5
2.1.	OBJET DU MARCHÉ	5
2.2.	PRESENTATION DE L'ONF	5
2.3.	NOMENCLATURE.....	5
3	CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ.....	5
3.1.	PROCEDURE.....	5
3.2.	FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.2.1.	<i>Décomposition en lots</i>	6
3.2.2.	<i>Variantes, PSE, tranches</i>	6
3.2.3.	<i>Prestations non prévues</i>	6
3.2.4.	<i>Limitation dans la création des nouveaux prix</i>	6
3.3.	DUREE DU MARCHÉ	6
3.4.	LIEU D'EXECUTION	7
3.5.	CLAUSE DE REEXAMEN	7
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	7
5	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	8
5.1.	CONTEXTE ET PERIMETRE.....	8
5.2.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	8
5.3.	SITES DE COLLECTE	8
5.4.	NATURE INDICATIVE DES DECHETS DANGEREUX CONCERNES	8
5.5.	NATURE DES CONTENANTS.....	9
5.6.	TRANSPORT DES DECHETS.....	9
5.7.	MODE DE TRAITEMENT DES DECHETS.....	9
5.8.	EMISSIONS DES BSD ET REPORTING.....	10
6	CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	10
6.1.	LANGUE D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	10
6.2.	COMMANDE INITIALE.....	10
6.3.	PASSATION DES COMMANDES	10
6.4.	MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION.....	11
6.5.	MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE.....	11
6.6.	SUSPENSION D'UN BON DE COMMANDE	12
6.7.	RESILIATION D'UN BON DE COMMANDE.....	12
6.8.	REPARATION DES DOMMAGES	12
7	MODALITES DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	12
8	PRIX.....	12
8.1.	FORME ET CONTENU DES PRIX	12
8.2.	REVISION DES PRIX.....	13
9	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	13
9.1.	AVANCE	13
9.2.	ACOMPTES	13
9.3.	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	14
9.4.	FACTURATION.....	14

9.5. TRANSMISSION DES FACTURES	14
9.6. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	16
9.7. NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE	16
10 PENALITES.....	16
10.1. PENALITES DE RETARD OU POUR PRESTATION NON CONFORME OU MANQUANTE.....	16
10.2. PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....	17
10.3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE.....	17
11 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	17
11.1. OBLIGATION DE RESULTATS.....	17
11.2. OBLIGATION DE CONSEIL.....	17
11.3. OBLIGATION D'INFORMATION.....	18
11.4. OBLIGATION DE DISCRETION ET CONFIDENTIALITE.....	18
11.5. RESPECT DES MESURES D'HYGIENE ET DE SECURITE	18
12 DROIT, LANGUE	18
12.1. DROIT, LITIGES ET CONTENTIEUX.....	18
12.2. LANGUE.....	19
13 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	19
14 SOUS-TRAITANCE.....	20
15 ASSURANCE	20
16 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	21
16.1. TRAVAILLEURS ETRANGERS	21
16.2. TRAVAIL CLANDESTIN.....	21
16.3. TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	21
17 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	21
18 RESILIATION DU MARCHE.....	21
19 DEROGATION AU CCAG-FCS.....	22

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le marché est lancé en groupement de commandes avec les pouvoirs adjudicateurs suivants :

- Office national des forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662 043 116 Paris RCS dont le siège est situé au 2 bis avenue du Général Leclerc 94700 MAISONS-ALFORT, représenté par Madame Valérie METRICH-HECQUET, Directrice générale de l'ONF, agissant en qualité de personne signataire du marché,
- ONF VEGETIS, société par actions simplifiée au capital de 3 000 000 €, immatriculée sous le numéro 392 823 647 au RCS de Melun, dont le siège social est situé 27 Chemin des Mazes, ZAC des Hauteurs du Loing, 77140 Nemours, représenté par Monsieur Christophe CHAPOULET, Directeur Général Délégué,
- ONF ENERGIE, société par actions simplifiée au capital de 500 000 €, immatriculée sous le numéro 489 573 048 au RCS de Créteil, dont le siège est situé au 2 bis avenue du Général Leclerc 94704 Maisons-Alfort Cedex, représentée par Monsieur Antoine BLED, Directeur Général Délégué ;

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est le Directeur des Ressources Humaines adjoint au siège de l'établissement :

David PEIFFER
2bis avenue du Général Leclerc
94700 MAISONS-ALFORT
Téléphone : 01.40.19.71 59
Email : david.peiffer@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande est Monsieur le Chef du Département Achats, Patrimoine et Moyens Généraux au sein de la Direction Economique et Financière au siège de l'établissement :

Monsieur Anthony MERCIER
2bis avenue du Général Leclerc
94700 MAISONS-ALFORT
Email : sg-p@onf.fr

1.4. Comptable public assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est :

- pour l'ONF, Madame l'Agente Comptable Principal de l'ONF au siège de l'établissement et les agents comptables dans les territoires
- pour les autres pouvoirs adjudicataires ONF Vegetis et ONF Energie, le service comptable.

2 CADRE DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

Les prestations portent sur la collecte et le traitement de déchets dangereux et sur la collecte de dépôts sauvages de déchets mixtes non amiantés en forêt sur les sites de l'ONF et de ses filiales ONF VEGETIS et ONF ENERGIE.

2.2. Présentation de l'ONF

Etablissement public industriel et commercial de l'Etat placé sous les tutelles du ministère chargé de la transition écologique et du ministère en charge de l'agriculture, l'ONF gère les forêts publiques françaises qui regroupent 1 300 forêts domaniales (propriété de l'État) et 15 600 forêts des collectivités.

Les territoires confiés à l'ONF couvrent près de 11 millions d'hectares de forêts, dont 6,1 millions dans les départements d'outre-mer et 4,3 millions en métropole.

L'ONF emploie près de 8000 personnes, réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain et outre-mer.

Chaque jour, les forestiers veillent à l'entretien, à la gestion et au renouvellement des forêts et des espaces naturels pour les transmettre aux générations futures. Au cœur de ces actions, un principe : la forêt française est un espace aux enjeux et aux ressources multiples. Sa gestion durable et multifonctionnelle permet de concilier plusieurs objectifs indissociables : préserver la biodiversité, répondre aux besoins de la société grâce à la production de bois, accueillir le public, prévenir et gérer les risques naturels.

Face au changement climatique qui menace les forêts françaises, l'ONF adapte sa gestion pour assurer la préservation des écosystèmes, maintenir la pompe à carbone et continuer de fournir une ressource en bois pour contribuer à la décarbonation de l'économie.

2.3. Nomenclature

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

90500000-2 : Services liés aux déchets et aux ordures

90511300-5 : Services de collecte des déchets sauvages

90520000-8 : Services relatifs aux déchets radioactifs, toxiques, médicaux et dangereux

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Procédure

Le marché est passé par voie d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2-1°, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Le C.C.A.G. applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 - NOR : ECOM2106868A publié au JO du 1 avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCATP.

3.2. Forme de l'accord-cadre

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de l'identification des besoins, conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

En application de l'article R. 2162-4-1°, l'accord-cadre est conclu avec un montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de commandes fixé comme suit :

	Montant annuel minimum € HT	Montant annuel maximum € HT
Collecte et traitement de déchets dangereux et collecte de dépôts sauvages de déchets mixtes non amiantés en forêt	100 000 €	400 000 €

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires.
Les prix sont détaillés au bordereau des Prix Unitaires (BPU).

3.2.1. Décomposition en lots

Le marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

3.2.2. Variantes, PSE, tranches

Les variantes et les prestations supplémentaires éventuelles ne sont pas autorisées. Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3.2.3. Prestations non prévues

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le Bordereau des Prix s'avéraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur.

Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix correspondants seront créés par bon de commande et pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

Le bordereau de prix sera éventuellement modifié en conséquence.

3.2.4. Limitation dans la création des nouveaux prix

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite des 10% du total des lignes du bordereau de prix pour la durée maximum du marché. Au-delà de ce pourcentage, une modification du marché devra être conclue pour toute nouvelle création de prix.

3.3. Durée du marché

La durée du présent accord-cadre est de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Le marché est reconductible dans les mêmes termes trois fois un (1) an par tacite reconduction sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction du marché est tacite sauf décision contraire adressée au titulaire par courrier postal dans un délai au plus de 3 mois avant l'échéance en cours.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à trois mois maximum.

3.4. Lieu d'exécution

Les prestations objet du marché seront exécutées en France continentale (Corse non comprise).

3.5. Clause de réexamen

En application des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique, les accords-cadres peuvent être modifiés, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- des services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans l'accord-cadre initial ou dans les marchés subséquents ;
- intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent accord-cadre ou des marchés subséquents ;
- ajustement de la durée de l'accord-cadre ou des marchés subséquents, ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- reprise de l'exécution de l'accord-cadre par un mandataire qualifié de l'acheteur ;
- des modifications de faibles montant ;
- des modifications non substantielles, quels qu'en soit leur montant ;

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée de l'accord-cadre doit être impérativement notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception et courriel.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale ou dénomination ;
- l'adresse ;
- le capital de l'entreprise ;
- l'identifiant bancaire, le numéro de compte bancaire à créditer ;
- de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement de l'accord-cadre.

Un acte de modification peut être établi afin de prendre en compte les modifications susmentionnées.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

En application de l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement du titulaire, et les éventuels avenants au présent marché ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) et ses 2 annexes, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fera seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par [l'arrêté du 30 mars 2021](#), désigné ci-après CCAG-FCS ;
- les bons de commande émis dans le cadre du présent marché ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;
- le mémoire technique du titulaire.

A noter, le CCAG-FCS étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

5.1. Contexte et périmètre

La prise en compte de la fragilité de la planète et de la nécessaire économie des ressources naturelles s'impose comme une préoccupation majeure de notre société. Dans cette perspective, les déchets doivent être traités sans engendrer de pollution, que ce soit dans l'air, l'eau ou le sol. Il faut même les recycler pour d'autres utilisations, un mouvement que l'accroissement des prix des matières premières ne peut qu'encourager. La gestion des déchets devient partie intégrante de la stratégie de toute entreprise, s'agissant d'un enjeu réglementaire et éco-responsable.

La mise en décharge est limitée depuis 2002 aux seuls déchets ultimes non valorisables, tous les autres déchets devant être valorisés, selon les textes réglementaires suivants :

- l'arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux ;
- l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux dont les articles 3 et 5 font référence aux déchets dangereux.

5.2. Description des prestations attendues

Les prestations de l'accord cadre comprennent :

- La mise à disposition et le remplacement si nécessaire, de contenants de stockage comme décrits au BPU, conformes aux réglementations en vigueur.
- La collecte des déchets dangereux produits sur les sites du groupement de commande comprenant la collecte des contenants et les déplacements.
- La collecte de dépôts sauvages en forêt contenant des déchets dangereux.
- Le transport sécurisé de tous ces déchets dangereux vers des centres de traitement agréés.
- Le traitement, le recyclage, la valorisation ou l'élimination des déchets selon leur nature dans les filières réglementées et autorisées.
- L'assistance à l'émission des bordereaux de suivi de déchets dangereux.
- Le reporting annuel des déchets collectés et traités.

Les prestations devront être conformes :

- A la réglementation applicable en matière de déchets dangereux
- Aux exigences de sécurité des différents sites du groupement de commande.
- Aux conditions de travail prévues par la réglementation.

5.3. Sites de collecte

L'annexe 1 du présent CCAP recense l'ensemble des sites de l'ONF et l'annexe 2 permet de visualiser le positionnement géographique de nos directions territoriales.

Cette liste n'est pas exhaustive, durant toute l'exécution l'ONF pourra supprimer des sites collecte, ou en ajouter des nouveaux.

Chaque site de collecte ajouté fera l'objet d'un bon de commande initial selon les dispositions prévues

5.4. Nature indicative des déchets dangereux concernés

Les principaux types de déchets dangereux produits par le groupement de commande sont :

	Code déchet
Aérosols de peinture	16 05 04*
Filtres et textiles souillés par des substances dangereuses	15 02 02*
Emballages souillés par des substances dangereuses	15 01 10*
DEEE	16 02 13*
Déchet phytosanitaires	02 01 08*
Matériels souillés par des substances dangereuses	19 02 13*
Hydrocarbures en mélange	Rubrique 13
DASRI	Rubrique 18

Le candidat devra proposer des contenants pour chacun de ces types de déchet.

Les emballages souillés par des substances dangereuses comprennent des fûts métalliques d'une capacité maximum de 250 litres. Le candidat devra proposer une reprise à l'unité de ce type de déchets.

Les différents sites du groupement de commande produisent également d'autres déchets dangereux divers en petites quantités (inférieure à la tonne annuelle au total) et dispersés sur les différents sites de l'établissement. Le candidat devra proposer des enlèvements ponctuels de ces déchets.

Des dépôts sauvages contenant des déchets en mélange dont des déchets dangereux se produisent en forêt. Le candidat devra proposer un enlèvement de ces dépôts sauvages.

5.5. Nature des contenants

Les contenants devront :

- Être conforme à la réglementation pour le stockage des différents types de déchets concernés.
- Être adaptés à la nature et au poids des déchets.
- Être étanches, fermés et permettre un stockage en extérieur.
- Être clairement identifiés (nature du déchets, consignes d'utilisation).
- Permettre une utilisation sans risque par les agents des sites concernés.

5.6. Transport des déchets

Le transport des déchets collectés devra être effectué dans des véhicules conformes aux normes de transport des déchets dangereux et par des transporteurs disposant des déclarations et autorisations en cours de validité.

5.7. Mode de traitement des déchets

Pour chaque type de déchets collecté, le candidat assurera le traitement des déchets conformément aux réglementations en vigueur et dans des installation traitement disposant des autorisations en cours de validité.

Le titulaire prend possession des déchets lors de la collecte de leur contenant. Le titulaire fait son affaire de la valorisation économique de ces déchets.

5.8. Emissions des BSD et reporting

Le candidat assurera l'émission des bordereaux de suivi de déchet dangereux (BSD) pour le compte du producteur de déchets (ONF, ONF VEGETIS ou ONF Energie) sur la plateforme institutionnelle Trackdéchets.

Le candidat proposera un système de reporting annuel des déchets collectés par site. La personne en charge de l'exécution de l'accord-cadre aura un reporting sur l'ensemble des déchets collectés au niveau national à une occurrence annuelle.

Pour chaque collecte de déchets, le reporting devra indiquer :

- Le code déchet
- La description précise du déchet (champ libre)
- Le service concerné (selon une liste fournie par l'ONF)
- La direction territoriale de rattachement du site (selon une liste fournie par l'ONF)
- La date d'enlèvement
- La quantité collectée en tonne
- Le n° du bordereau de suivi de déchets dangereux (BSD) adapté au type de déchet collecté (Déchets dangereux _ DASRI)
- La date de retour du BSD

Le système de reporting devra permettre de faire des synthèses annuelles par site, par direction territoriale, par type de déchets (selon les codes de la nomenclature des déchets) et une synthèse nationale.

Le reporting de l'année N devra être fournie au plus tard au 31 mars de l'année N+1.

6 CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1. Langue d'exécution du marché

La langue d'exécution du marché est le français. Tous les documents remis à l'ONF, ainsi que tous les entretiens réalisés et toutes les présentations effectuées devant eux sont en français.

6.2. Commande initiale

Lors de la commande initiale (annuelle), le titulaire définira en lien avec le correspondant de chaque site soit de l'ONF soit d'ONF VEGETIS soit d'ONF Energie le nombre et les types de contenants afin de permettre le tri séparé de tous les types de déchets dangereux généré sur le site.

Pour chaque site, la commande initiale prévoira également pour chacun des types de déchets dangereux générés sur le site :

- le rythme de collecte,
- le mode opératoire pour la collecte.

En cas de reconduction tacite de l'accord cadre, les dispositions définies ci-dessus dans la commande initiale ne seront revues qu'en cas de besoin et sinon reconduites à l'identique.

6.3. Passation des Commandes

Chaque site soit de l'ONF ou ses filiales passera commande auprès du titulaire en fonction du type de déchet qu'il souhaite traiter. Le bon de commande reprendra le nombre de contenant souhaités par application des contenants proposés par le titulaire dans le BPU ainsi que le nombre de collectes nécessaires des contenants pleins.

L'émission des bons de commande par les sites soit de l'ONF ou ses filiales sera progressif dans le temps. Ces bons de commande pourront prévoir le traitement d'un ou plusieurs déchets dangereux non prévus lors de la commande initiale.

Les prestations sont commandées au titulaire par émission de bons de commande.

Le titulaire devra accuser réception par retour de courriel de chaque bon de commande auprès des services spécifiés sur le bon de commande dans un délai maximum de 24h

Les bons de commande sont datés et numérotés dans une série propre au présent marché. Ils sont adressés au titulaire e-mail et comportent les mentions nécessaires à leur exécution.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et peuvent être exécutés dans la limite de 4 (quatre) mois au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Tout bon de commande signé et adressé au titulaire vaut ordre d'exécution pour la réalisation de la prestation, objet de la commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché (460000XXXX) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- leur quantité prévisionnelle ;
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- le(s) dates d'exécution.

6.4. Modifications en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, l'ONF peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision de l'ONF est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 15 jours, est réputée l'avoir acceptée.

6.5. Modification d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation d'un bon de commande est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6.6. Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

6.7. Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elles en informent le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6.8. Réparation des dommages

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

7 MODALITES DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises en application de l'article 30 du CCAG-FCS.

8 PRIX

8.1. Forme et contenu des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les prix de règlement de chaque commande sont déterminés en affectant aux quantités commandées, les prix unitaires décrits au bordereau des prix unitaires.

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

8.2. Révision des prix

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite révisibles dans les conditions suivantes :

Les prix seront révisés une fois par an, à la date anniversaire du marché, selon la méthode dite "en chaîne", en appliquant à chaque poste du bordereau des prix unitaires un coefficient de révision arrondi au millième supérieur, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (I / I_0)$$

Dans laquelle :

P = Prix hors taxe révisé

P₀ = Prix hors taxe précédant l'année de reconduction

I = Indice « traitement et élimination de déchets dangereux » - identifiant 010764307

- L'indice d'ajustement (I) sera le dernier indice connu au premier jour du mois anniversaire du marché
- L'indice de base (I₀) sera le même 12 mois auparavant

Le calcul de la révision de prix est à la charge du titulaire s'il entend en bénéficier.

Le titulaire adressera le BPU révisé, pour validation de l'ONF, par courriel un mois avant son entrée en vigueur.

L'ONF disposera de trente jours, à compter de la date de réception pour valider les nouveaux prix.

En cas d'acceptation, les nouveaux prix entreront en vigueur, dès le délai de trente jours écoulés dans le cas d'une acceptation tacite, ou dès réception par le fournisseur de l'accord formel de l'ONF en cas d'acceptation expresse dans un délai inférieur.

En cas de refus, l'ONF informera le titulaire de l'erreur de calcul constatée et lui adressera la version corrigée pour accord.

Les anciens prix continueront de s'appliquer jusqu'à l'accord du titulaire sur la proposition faite par l'ONF.

9 MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT

9.1. Avance

Sans objet.

9.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités. Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

9.3. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

9.4. Facturation

Mentions sur toutes les factures

Outre les mentions légales, les factures doivent obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Date de la facture,
- Numéro de facture,
- Identité du titulaire :
 - o Dénomination sociale (ou nom et prénom pour un entrepreneur individuel),
 - o Adresse du siège social,
 - o Adresse de facturation (si différente),
 - o Numéro de Siren ou Siret, code NAF, et :
 - Ville du greffe d'immatriculation (pour les commerçants),
 - Numéro au répertoire des métiers et département d'immatriculation (pour les artisans).
 - o Forme juridique et capital social (pour les sociétés),
 - o Référence du compte bancaire (identique à celui mentionné dans le RIB joint à l'acte d'engagement).
- Identité de l'ONF ou de la filiale (en fonction de l'entité à l'origine de la commande concernée) :
 - o Adresse du service ayant passé la commande
 - o Adresse de facturation (si différente),
 - o Numéro de Siren ou Siret.
- Renseignements propres à la prestation :
 - o Description détaillée de la prestation,
 - o Numéro de l'accord-cadre (numéro en 46XXXXXXXX),
 - o Numéro de la commande (numéro en 45XXXXXXXX),
 - o Les montants HT, et TTC, ainsi que le taux et le montant de la TVA,
 - o Les quantités si pertinentes,
 - o Le montant total HT et TTC.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

9.5. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Facturation électronique : via l'outil Chorus Pro.

L'utilisation par les titulaires du portail CHORUS Pro mis gratuitement à la disposition de l'ensemble des fournisseurs de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics est obligatoire. Après inscription il permet de :

- Déposer ou suivre une facture,
- Suivre le traitement de ses factures,
- Ajouter de pièces complémentaires nécessaires au traitement de sa facture.

Le titulaire peut transmettre ses factures selon trois modes différents :

1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro. Cette transmission s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2 avec chiffrement TLS.

2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :

- soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
- soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé.

3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son logiciel comptable système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Pour toute question, et sous réserves de modifications, le titulaire est invité à utiliser les moyens suivants :

- sur le portail : <https://chorus-pro.gouv.fr> :
 - Le Livechat permet de communiquer directement avec un technicien en passant par ClaudIA disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») et en lui demandant une mise en relation avec un conseiller. (Disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés),
 - Utiliser l'assistante virtuelle « ClaudIA » disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question »),
 - Saisir une sollicitation :
 - En mode connecté : Saisir une sollicitation (via l'espace « Sollicitations émises ») si vous êtes identifiés sur le portail Chorus Pro,
 - En mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de page d'accueil du portail Chorus Pro.

Le site d'aide et d'information : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Mentions spéciales Chorus Pro.

Les factures doivent être envoyées avec les mentions précisées supra. Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

Numéro de marché :

Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX ou 2025-9280-004

Numéro d'engagement juridique :

Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.

Numéro d'identification :

662 043 116 04119 pour le siège de l'ONF ou le SIRET mentionné sur le bon de commande si différent.

Numéro de service exécutant :

Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

9.6. Délai global de paiement

Conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de 60 jours maximum.

Le paiement se fait par virement administratif.

Les modalités de calcul du déclenchement du délai de paiement sont précisées aux articles R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article « facturation » du présent marché ;
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement ;
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

9.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

10 PENALITES

Toute infraction à l'une ou l'autre des conditions générales ou particulières spécifiées au CCATP sera constatée par un rapport spécial de l'ONF et sanctionné dans le cadre des dispositions prévues au cahier des clauses administratives générales.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

10.1. Pénalités de retard ou pour prestation non conforme ou manquante

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsqu'une prestation prévue au CCATP est non conforme, réalisée en retard ou manquante, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Motif	Fait générateur	Montant de la pénalité
-------	-----------------	------------------------

Retard en cas de dépassement du délai d'exécution	Délai d'exécution prévu dans chaque bon de commande	100 € par jour calendaire de retard
Retard dans la remise des documents demandés : Bordereaux des collectes, reporting des déchets	Délais contractuels article 5.8 CCAP	50 € par jour calendaire de retard

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et une prolongation des délais d'exécution sera automatiquement accordé(e) au titulaire pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas le montant indiqué dans le CCAG-FCS. Cette règle ne vaut qu'une fois avoir fait le calcul global de la pénalité (addition de tous les jours de retard).

Le présent article est applicable pour tous les livrables prévus au marché.

10.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

10.3. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, pour prestations non conformes, manquantes ou pour retard de livraison ou de réalisation des prestations, les réfections et toutes mesures modifiant les prix seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Lorsque le retard est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

11 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1. Obligation de résultats

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

11.2. Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

11.3.Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

En cas de modifications importantes du fonctionnement de la société, le titulaire notifie immédiatement l'acheteur, par tout moyen permettant d'en attester la bonne réception.

11.4.Obligation de discrétion et confidentialité

Toute information communiquée ou accessible dans le cadre de la passation ou de l'exécution du présent marché est considérée comme confidentielle. Le titulaire s'engage à respecter leur caractère confidentiel et à ne pas les révéler ou les laisser à disposition de tiers (y compris le personnel non affecté à l'exécution du marché) sauf accord écrit préalable de l'ONF.

Pour garantir la confidentialité, le titulaire s'interdit :

- toute divulgation, quelle qu'elle soit, à quelque titre que ce soit, des informations confidentielles
- d'utiliser ou d'exploiter partiellement ou totalement les informations confidentielles, sous quelque forme que ce soit, à d'autres fins que l'exécution du marché.

Tout manquement à cette obligation de confidentialité est, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales engagées à son encontre, susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions définies à l'article du présent contrat relatif à la résiliation.

11.5. Respect des mesures d'hygiène et de sécurité

Le titulaire s'engage à respecter, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et d'hygiène.

Il s'oblige à respecter les consignes de sécurité internes de l'acheteur, à veiller à ce que son personnel intervienne dans les zones autorisées, dans le respect des horaires convenus et prend toutes les mesures propres à éviter tout accident à l'égard des personnels et des tiers lors des prestations d'enlèvement.

Le titulaire s'engage également à assurer un maintien constant de la propreté des zones d'intervention et à maintenir le matériel de collecte en bon état de propreté.

12 DROIT, LANGUE

12.1.Droit, litiges et contentieux

Le présent marché est soumis au droit français.

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP sont réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique, crée par l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, complété par ses décrets d'application.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles L 2197-1 à -4 et R 2197-1 à -24 du code de la commande publique.

En amont, tout litige devra faire l'objet d'une procédure de règlement amiable.

Le médiateur des entreprises, en tant que tierce partie sans pouvoir décisionnel, aide les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le comité consultatif compétent est le Comité consultatif national de règlement amiable de différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public / 1C
Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss
Télédoc353
75703 PARIS Cedex 13

Dans le cas où un accord amiable ne pourrait intervenir, tout litige, à l'exception des litiges liés à la propriété intellectuelle est soumis au tribunal administratif de Paris :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04
01 44 59 44 00 - greffe.ta-paris@juradm.fr

12.2. Langue

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers et correspondances adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

13 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'ONF s'est engagé, dans le cadre de la gestion durable des forêts, dans une politique environnementale impliquant le respect de mesures destinées à réduire les impacts significatifs des activités sur l'environnement.

En conséquence, l'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, titulaires de services..., qu'ils apportent une attention soutenue aux stipulations des cahiers des charges et aux clauses particulières intégrant des mesures de protection de l'environnement. Le co-contractant reconnaît être parfaitement informé de cette exigence de l'ONF et s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs et titulaires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de son contrat principal le liant à l'ONF.

Exigences environnementales relatives à la collecte et la gestion des déchets :

Respect de la réglementation en vigueur :

La valorisation ou l'élimination des déchets collectés lors de l'exécution du présent marché est de la responsabilité du titulaire pendant toute la durée du marché. Il s'assure de la mise en place de collectes sélectives des déchets.

Il veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Les déchets collectés séparément en vue de leur recyclage ne doivent en aucun cas être mélangés avec des déchets d'autres natures.

Respect de la hiérarchisation des modes de traitement :

Le titulaire assure le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes de traitement visée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Performance environnementale de traitement :

Le titulaire respecte les performances minimales de revalorisation par typologie de déchet sur lesquels il s'est engagé dans son mémoire technique.

Traçabilité complète des déchets et des taux performance de traitement cibles :

Le titulaire remet à l'acheteur les justificatifs permettant d'assurer une traçabilité complète des déchets collectés jusqu'aux filières de traitement ou de valorisation ainsi que les documents de reporting conformément aux dispositions du CCATP.

14 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Pour des prestations ponctuelles ou accessoires pour lesquelles le titulaire ne dispose pas des qualifications, il devra confier ces prestations à un sous-traitant qu'il fera agréer et qui possédera les qualifications nécessaires.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial).

- les déclarations et certificats prévus aux articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

15 ASSURANCE

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

16 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

16.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

16.2. Travail clandestin

Le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

16.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

17 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

18 RESILIATION DU MARCHE

La résiliation de l'accord-cadre s'exécutera dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre, aux frais et risques

du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

19 DEROGATION AU CCAG-FCS

Le présent CCATP déroge au CCAG-FCS comme indiqué ci-après :

CCATP		CCAG-FCS	
Article	Libellé	Article	Libellé
10.1	Pénalités pour retard	14.1.1	Pénalités pour retard